

FD/DP N° 17197

Contacts IFOP : Frédéric Dabi / Damien Philippot

Tél : 01 45 84 14 44

damien.philippot@ifop.com



POUR



TOUTE L'EUROPE EN UN CLIC

Les jeunes et la mobilité en Europe : représentations, souhaits et pratiques

Synthèse des résultats

Le 18 novembre 2008

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Etude réalisée par l'Ifop pour :	touteurope.fr
Echantillon	Echantillon de 802 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 à 24 ans. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage et activité personnelle) après stratification par catégorie d'agglomération et région.
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing).
Dates de terrain	Du 7 au 12 novembre 2008

Synthèse des résultats

A – La mobilité en Europe : une occasion d’ouverture culturelle, mais des coûts jugés trop élevés et un sentiment de faible information

Les jeunes associent le voyage en Europe hors de France d’abord au plaisir de la découverte, et dans un second temps à l’intérêt professionnel ou linguistique. Ils sont majoritaires à considérer la possibilité de circuler librement dans l’un des 27 pays de l’Union comme l’occasion de découvrir d’autres cultures et coutumes nationales, que ce soit au total des citations (59%, 12 points devant la deuxième réponse) ou en première citation (38%, 17 points devant la deuxième réponse). C’est donc principalement par curiosité intellectuelle que les jeunes évaluent la mobilité en Europe. Suivent ensuite des motifs plus utilitaires, cités dans des proportions non négligeables, comme l’intérêt pour la carrière professionnelle (42% de citations, 21% en première citation) ou l’apprentissage des langues étrangères (47% et 20%).

Dans le détail, ce sont davantage les jeunes filles qui avancent l’argument culturel (43% le citent en premier). En outre, celui-ci tend à augmenter avec l’âge, notamment lorsqu’il est avancé en première position (31% des 15-18 ans, contre 42 à 43% au-delà). Les plus jeunes se montrent plus sensibles à l’intérêt pour leur avenir professionnel ou pour leur connaissance des langues étrangères. La découverte des autres cultures apparaît également comme dépendante du niveau socioculturel des jeunes. Elle constitue ainsi un motif de voyage particulièrement avancé chez les enfants de professions libérales, de cadres supérieurs et de professions intermédiaires (45% le citent en premier, contre 28% des enfants d’ouvriers), tandis que les enfants d’ouvriers mettent en avant l’apprentissage des langues (25% contre 16% des enfants de CSP+).

L’argument économique constitue le principal obstacle déclaré à la mobilité européenne des jeunes. Ils sont en effet 76% à le citer parmi les contraintes du voyage, 53% en premier, 34 points devant le second obstacle, à savoir la barrière des langues (19%). Relevons que les problèmes administratifs liés au changement de pays sont évoqués par 10% des interviewés comme le premier obstacle (34% des mentions au total). Les autres obstacles (manque de motivation ou manque d’opportunités dans les éventuels pays d’accueil) sont moins cités. Les différences culturelles sont quant à elles marginalement mentionnées.

Le coût que représente une installation dans un autre pays préoccupe l’ensemble des jeunes interrogés, et d’une manière assez surprenante, surtout ceux issus des catégories sociales *a priori* les moins exposées : 63% des enfants de professions libérales et de cadres supérieurs considèrent la question financière comme le premier obstacle au voyage, contre 50% des enfants d’ouvriers. Les jeunes filles apparaissent également plus sensibles aux questions financières.

Le niveau d'information sur les questions de mobilité européenne est dans son ensemble très faible chez les jeunes interviewés. Ils sont en effet 74% à se considérer globalement mal informés. A l'inverse, ils ne sont que 26% à se dire bien informés, dont seulement 3% à se considérer comme « très bien » informés.

Le sentiment d'information augmente cependant avec l'âge (19% pour les 15-18 ans, 34% chez les 21-24 ans). C'est parmi les enfants de professions libérales et de cadres supérieurs que l'on trouve le taux le plus élevé de bonne information, à 35%. Les diplômés du supérieur se déclarent également à 46% bien informés sur ces questions, 20 points au-dessus de la moyenne.

Le programme Erasmus présente une notoriété très contrastée, et étroitement liée à l'âge. Malgré une histoire déjà longue, encore 32% des jeunes déclarent ne pas connaître le programme européen de mobilité universitaire.

Dans le détail, la notoriété d'Erasmus est étroitement liée à la classe d'âge (90% des 21-24 ans) et au niveau d'études (98% des diplômés du supérieur). C'est donc principalement chez les plus jeunes (43% des 16-18 ans), population généralement pas encore concernée, que le déficit de notoriété est logiquement le plus élevé. A l'inverse, au-delà du baccalauréat, 90% au minimum des étudiants le connaissent. Ce sont les habitants des grandes villes (plus de 100 000 habitants hors agglomération parisienne) qui présentent les meilleurs taux de connaissance du programme, ainsi que les habitants des régions du Sud-Ouest de la France.

Seuls 6% des jeunes interrogés déclarent avoir déjà profité d'Erasmus. Ce taux connaît sans surprise de fortes variations selon l'âge et surtout le niveau d'étude des répondants : ainsi 22% des diplômés du supérieur déclarent avoir bénéficié du programme d'échange. Il existe également un clivage socioculturel (corrélé au précédent) : 12% des enfants de cadres supérieurs et professions libérales déclarent en effet avoir suivi un échange dans le cadre d'Erasmus.

B – Une expérience du séjour à l'étranger en Europe inégalement partagée, une forte homogénéité dans le choix des pays

C'est avant tout la possibilité de faire un voyage qui invite le plus les jeunes interrogés à la mobilité en Europe : 86% se déclarent prêts s'ils en avaient la possibilité à faire un voyage dans le Vieux Continent, dont 44% certainement.

Mais les perspectives estudiantines et professionnelles ne sont pas négligées. Ainsi, 69% aimeraient partir étudier en Europe (dont 30% le feraient certainement s'ils en avaient la possibilité) et une proportion équivalente souhaiterait y travailler (26% certainement).

Le détail des résultats montre que le voyage d'études intéresse davantage les enfants de professions libérales, cadres supérieurs et professions intermédiaires (77%), ainsi que les étudiants plus avancés, au-delà du bac+2 (83%). Quant à la mobilité professionnelle, elle est

plus sérieusement envisagée par les enfants de catégories sociales privilégiées (34% des enfants de cadres supérieurs et professions libérales partiraient certainement s'ils en avaient la possibilité, contre 19% des enfants d'ouvriers) et semble également étroitement corrélée au niveau de diplôme (plus on est diplômé, plus la possibilité de travailler en Europe séduit).

Les jeunes font preuve d'une grande uniformité dans leurs choix de destinations. Le Royaume-Uni et l'Espagne arrivent largement en tête des souhaits exprimés par les interviewés (respectivement 27% et 24%), suivis de l'Allemagne et de l'Italie (12% et 8%). Il existe ainsi une corrélation manifeste avec les langues principalement enseignées dans le secondaire. Le reste des 27 pays se situe entre 4% et une proportion non significative des mentions : d'abord les pays du Nord de l'Europe, puis les pays du Sud, et enfin les derniers pays ayant adhéré à l'Union, principalement situés à l'Est du continent.

L'étude détaillée des réponses apporte quelques éclaircissements : ainsi, c'est dans les régions du Sud-Ouest que l'on trouve le plus grand nombre de jeunes à exprimer le souhait de partir en Espagne (32%), tandis que 14% des habitants des régions du Nord-Est vont préférer l'Allemagne. Le facteur géographique semble donc jouer partiellement. Socialement, les enfants d'ouvriers choisissent plus volontiers l'Espagne comme destination d'étude (29%), tandis que les enfants des artisans, commerçants ou des professions libérales et cadres supérieurs accordent une prime au Royaume-Uni (respectivement 41% et 35%).

L'expérience des séjours de plus d'un mois effectués à l'étranger concerne globalement 24% des interviewés, majoritairement pour y passer de longues vacances (15%), moins pour étudier (9%) ou travailler (6%). Ce sont logiquement les aînés qui ont eu le plus d'occasion de réaliser de longs séjours dans un pays européen, puisque 35% des 21-24 ans sont dans ce cas, autant pour y étudier que pour y passer de longues vacances (16%). La corrélation avec le niveau de diplôme est très étroite, puisque 42% des diplômés du supérieur ont déjà passé un séjour de plus d'un mois dans un pays de l'UE, soit pour y travailler (à 19%), soit pour y étudier (à 27%). Socialement, les enfants d'ouvriers sont largement sous-représentés, à 14%. Géographiquement, les jeunes les plus mobiles se trouvent dans les régions du Sud-Ouest (36%) et en région parisienne (30%).

Parmi les pays européens déjà visités par les jeunes interrogés, ne serait-ce qu'une journée, l'Espagne arrive très largement en tête, avec 63%, suivie, à quasi égalité, du Royaume-Uni (47%), de l'Italie (44%), de l'Allemagne (41%) et de la Belgique (40%). Apparaît ainsi, et très clairement un « effet frontière », puisqu'il s'agit des pays frontaliers de la France et que le Luxembourg se place en 6^e position, avec 15% de mentions.

Dans le Sud-Ouest, 88% des jeunes interrogés connaissent l'Espagne. Le même type de constat géographique peut être fait pour l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg destinations prisées par les habitants du Nord-Est. On observe le même effet sur les habitants du Sud-Est, qui élisent plus souvent l'Italie comme destination de voyage. Le Royaume-Uni constitue une destination plus homogène dans l'ensemble de la population des 15-24 ans.

Conclusion

Si les jeunes Français manifestent de la curiosité et de l'enthousiasme à l'idée de mobilité en Europe, le voyage pour étudier ou acquérir une expérience professionnelle n'est pas le premier motif de mobilité, même s'il est loin d'être négligé et constitue pour certaines cibles (en particulier les plus favorisés et les plus diplômés) une opportunité réelle. Parmi les obstacles à la mobilité, les difficultés financière ont été très fortement exprimées par l'ensemble des interviewés, signe que le ralentissement de la conjoncture ne peut que jouer un rôle néfaste à la mobilité en Europe.

Ces jeunes expriment en outre un niveau d'information globalement bas, à relativiser cependant en fonction de l'âge et du cursus scolaire. C'est parmi les catégories sociales les moins favorisées qu'on trouve sans surprise à la fois les taux d'information les plus bas, et les pratiques d'échange dans le cadre d'Erasmus les moins fréquentes.

Dans leurs souhaits et leurs pratiques, on constate une certaine frilosité dans les choix de destinations européennes. Les jeunes Français semblent en effet plébisciter des pays géographiquement proches et dans l'ensemble anciennement intégrés à l'UE.

Globalement, on note donc de nombreux écarts dans les perceptions et pratiques de la mobilité en Europe, notamment en fonction de l'âge, du niveau de diplôme et de l'origine socioprofessionnelle des jeunes interrogés. De ce point de vue, il est possible d'affirmer que la mobilité européenne, surtout lorsqu'il s'agit de perspectives dépassant le simple cadre du voyage d'agrément et des vacances, pour des études ou des opportunités professionnelles, est davantage identifiée par les jeunes qui sont issus des couches les plus favorisés de la population.

La mobilité en Europe continue ainsi d'être appréhendée d'une manière très variable selon le capital social et culturel des jeunes.